

Il est important que l'OTAN s'engage encore plus activement dans le dynamique dialogue sur la sécurité qui vient d'être engagé entre l'Est et l'Ouest. Ces questions de sécurité touchent les intérêts de l'OTAN comme ceux de ses membres. L'Alliance devrait se tourner vers l'extérieur pour accueillir ses anciens adversaires et nouveaux amis.

À cette fin, on pourrait envisager sans tarder d'inviter le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique à rencontrer régulièrement les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN. Il pourrait de même être utile d'établir un dialogue direct et constant entre l'Alliance occidentale et l'URSS.

Dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement, l'OTAN devrait renforcer sa capacité et son rôle au titre des activités d'établissement de la confiance et de vérification. Des forces multinationales spécifiquement affectées à cette fin pourraient être déployées sur le terrain. L'OTAN devrait aussi envisager l'établissement d'un Centre de la vérification qui serait chargé de coordonner ces activités.

De plus, dans le contexte du réexamen de sa stratégie militaire, l'OTAN devrait abandonner une défense avancée rigide en faveur d'une approche plus souple impliquant des unités mobiles, qui intégreraient possiblement des forces de nature multinationale. La nouvelle position militaire de l'OTAN devrait viser à réduire le plus possible les niveaux des forces et à favoriser le plus possible la stabilité. Nous voulons réduire l'insécurité à l'Est.

Mais l'OTAN, malgré sa valeur permanente, a ses limites - qui s'enracinent dans son mandat et dans sa composition. Il existe d'autres institutions dont le rôle doit être valorisé et renouvelé pour leur permettre de contribuer utilement à l'élaboration d'un nouveau système européen. Et c'est là que le Canada doit aussi concentrer ses efforts.

Il y a d'abord la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe dont les membres représentent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Union soviétique, et donc le mandat englobe aussi bien les questions politiques, économiques et de sécurité que les droits de la personne et les droits sociaux.

Les principes enchâssés dans les accords que la Conférence a précédemment conclus ont fourni les perspectives et les critères qui ont contribué à inspirer les braves démocrates de l'Europe de l'Est. Le rôle de la CSCE doit maintenant être élargi pour en faire l'architecte de la nouvelle Europe. En tant que complément de l'OTAN, la CSCE peut devenir un véritable instrument de coopération pour la sécurité, un instrument qui appuierait la dissuasion en rassurant. Et alors que la nature de la sécurité de l'Europe déborde les équilibres militaires pour englober la stabilité politique et la prospérité économique, la CSCE a un rôle central à jouer dans les domaines du respect des droits de la personne, de la coopération économique et de l'action écologique.